



La migration peut réduire la pauvreté en Afrique

C'est une des conclusions de la Banque mondiale

jeudi 17 novembre 2005, par Panapress

Dans son rapport, « Perspectives économiques mondiales 2006 », la Banque mondiale note que les envois de fonds des travailleurs migrants issus de pays en développement représentent chaque année plus double du montant total de l'aide au développement. Dans plusieurs pays, notamment africains, la relation est prouvée entre les envois de fonds et le recul sensible de la pauvreté.

Les envois de fonds des travailleurs migrants en direction des pays en développement ont atteint 167 milliards de dollars sur un total de 232 milliards dans le monde, « soit plus du double du montant total de l'aide au développement », a indiqué la Banque mondiale dans son rapport intitulé « Perspectives économiques mondiales 2006 ».

Analysant ces données, le premier vice-président du secteur « Economies du développement » de la Banque mondiale, François Bourguignon, a déclaré que « la migration a bien d'importants potentiels de réduction de la pauvreté en Afrique, car la productivité et les salaires des migrants constituent en général un puissant outil de croissance dans le monde ». « La particularité de l'Afrique, a-t-il ajouté, est que les chiffres avancés sur les transferts de devises vers l'Afrique pourraient s'accroître de 50%, si les envois de fonds effectués par des mécanismes informels étaient pris en compte. »

Recul de la pauvreté

L'analyse des enquêtes auprès des ménages a de plus révélé qu'il existe une relation entre les envois de fonds et le recul sensible de la pauvreté (indice de pauvreté) dans plusieurs pays à faibles revenus, parmi lesquels l'Ouganda (11%), le Bangladesh (6%) et le Ghana (5%). D'autre part, ces transferts de devises des migrants aident les ménages dans les pays en développement à maintenir leur niveau de consommation en cas de choc économique ou d'autres difficultés.

Ils sont également associés à un accroissement des dépenses des ménages dans l'éducation et la santé, ainsi qu'à la création d'entreprises. « Le rôle des migrants dans la promotion de la croissance économique, du développement et de la lutte contre la pauvreté devrait être reconnu et renforcé », a indiqué le directeur du groupe « Perspectives de développement » de la Banque mondiale, Uri Dadush. Les économistes de l'institution financière mondiale recommandent, à cet effet, de réduire les coûts de transfert et d'élargir l'accès des migrants

pauvres aux services financiers du secteur moderne pour envoyer et recevoir des fonds.

Accords bilatéraux de « migration temporaire »

« On pourrait par exemple encourager le développement des réseaux bancaires, autoriser les banques dans les pays d'origine à ouvrir des succursales à l'étranger, fournir aux migrants des pièces d'identité reconnues et faciliter la participation des institutions de micro-finance et des coopératives de crédit, au marché des envois de fonds », a souhaité M. Dadush. Le rapport recommande également des accords bilatéraux de « migration temporaire » entre les pays du Nord et ceux du Sud « pour donner plus de chances aux candidats à l'exode ».

« Les programmes de migration gérée, y compris les visas de travail temporaire pour les migrants peu qualifiés dans les pays industriels, pourraient atténuer les problèmes liés au grand nombre de migrants illégaux et permettre d'accroître les mouvements de travailleurs temporaires », a déclaré Andrew Burns, économiste en chef de la Banque mondiale et auteur de l'un des chapitres du document. Le rapport souligne la nécessité pour les pays en développement, « confrontés à un exode massif de travailleurs qualifiés et de diplômés universitaires (fuite des cerveaux, ndlr), d'améliorer les conditions de travail dans la fonction publique, d'investir davantage dans la recherche et le développement et d'aider à identifier les possibilités d'emplois pour les migrants qui retournent dans leur pays après avoir suivi des études supérieures.